



Le mythe du « il n'y a plus d'argent »

M^e Rick Goldman, avocat superviseur à la Clinique juridique Solutions justes

L'oppression, au sens économique, c'est l'idée ou plutôt le mythe selon lequel nous n'avons plus les moyens d'avoir une société juste et compatissante. Cette idée est propagée par le néolibéralisme et appuyée par la plupart des économistes du courant dominant et des médias. Selon ce mythe, nous ne pouvons plus nous payer des choses comme les pensions de vieillesse, l'assurance-emploi, des universités accessibles et un système de santé public. Les entreprises ne peuvent pas non plus payer des salaires décents aux travailleurs.

Une idée assez récente

Cette idéologie domine dans le monde anglo-saxon depuis les années 1980. Il n'en a pas toujours été ainsi. Durant les trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, on a vu la création de programmes sociaux et la croissance des salaires en proportion de la hausse de la productivité. Mais dans les années 1970, les capitaines de l'industrie semblent avoir décidé qu'assez, c'est assez. Les travailleurs – et plus généralement les citoyens – étaient devenus trop exigeants. Le

temps était venu de rétablir l'ordre dans les usines et dans l'économie. C'est ce qui a mené à la révolution néoconservatrice des Reagan, Thatcher et, dans une moindre mesure, Mulroney. Répression antisyn-

dicale, libre-échange et « austérité » – c'est-à-dire coupes dans les programmes sociaux – sont devenus les nouveaux mantras. Comme l'a dit le milliardaire américain Warren Buffett : « Il y a une lutte des classes, c'est vrai, mais c'est ma classe, celle des riches, qui attaque, et qui gagne. »

L'économie canadienne a pourtant continué de croître. La production économique par personne est maintenant supérieure de 50 % à celle de 1980. Cependant, ce qui a changé avec l'avènement du néolibéralisme, c'est que les salaires – et donc les revenus des classes moyenne et pauvre – n'ont pas suivi le rythme de cette croissance. Au cours des trois dernières décennies, le revenu annuel moyen du 1 % des Canadiens les plus riches est passé de 190 000 \$ à 283 000 \$, une hausse de plus de 90 000 \$. Pour nous, les 99 % restants, notre revenu moyen a aussi augmenté. Il est passé de 28 000 \$ par an à... 28 400 \$. Donc, sur 30 ans, 400 \$ comparativement à 90 000 \$. Je crois que cela illustre en peu de mots l'injustice de notre système économique.

L'égalité, ça rapporte

Deux des livres les plus intéressants que j'ai lus ces dernières années sur l'économie ont été écrits non pas par des économistes, mais par des professionnels de la santé. Le premier s'intitule *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* et a été écrit par deux épidémiologistes britanniques. Ils y montrent comment des sociétés hautement inégalitaires, comme les États-Unis, réussissent

moins bien que les sociétés plus égalitaires selon pratiquement tous les indicateurs sociaux (comme l'espérance de vie, l'incidence des maladies mentales, les grossesses d'adolescentes, les crimes violents, les niveaux de confiance). Par exemple, les Américains sont trois fois plus susceptibles de souffrir de dépression que les Allemands ou les Japonais.

Il semblerait que nous soyons programmés, en tant qu'humains, pour nous préoccuper davantage de la façon dont nous réussissons en comparaison avec ceux qui nous entourent – notre rivalité avec les voisins, autrement dit – que de la façon dont nous réussissons dans l'absolu. Et l'un des plus importants effets des grands écarts entre les riches et les pauvres est d'intensifier les sentiments de supériorité et d'infériorité. Beaucoup de problèmes de santé mentale (et les comportements antisociaux qu'ils entraînent) sont liés à la lutte acharnée pour un statut social et le pouvoir tandis que d'autres, parmi lesquels la dépression, peuvent être des réponses à l'expérience de la subordination.

Économistes déconnectés

Dans un autre livre, celui-ci publié en 2013, *The Body Economic : Why Austerity Kills* (Le corps économique : pourquoi l'austérité tue), deux autres professionnels de la santé documentent soigneusement les impacts des politiques d'austérité dans plusieurs pays. Ils constatent par exemple qu'en Grèce, cobaye de l'austérité extrême, le coût humain est dévastateur : hausse de 52 % des



■ Margaret Thatcher et Ronald Reagan

infections au VIH, doublement du nombre de suicides et une hausse de 40 % de la mortalité infantile.


Ces deux livres utilisent la santé et le bien-être humain comme critère principal pour évaluer le succès des politiques économiques. Cela peut sembler être du simple bon sens pour la plupart des gens. Toutefois, la science économique dominante est devenue presque totalement déconnectée du bien-être humain, évaluant le succès presque exclusivement en termes de croissance économique. Mais quel est l'intérêt de produire et de consommer de plus en plus de trucs chaque année si cela nous rend plus déprimés ?

Et la science économique dominante est encore plus déconnectée du bien-être environnemental, incapable de reconnaître l'évidence simple que nous ne pouvons pas avoir une croissance illimitée sur une planète qui a des ressources limitées et une capacité elle aussi limitée d'absorber la pollution et autres sous-produits de cette croissance. Nous devons établir nos économies sur une base plus du-

nable, sans quoi nous serons tout simplement à court de planète.

L'austérité, contreproductive

Ces professionnels de la santé ne sont pas seulement plus sages que la plupart des économistes pour juger de ce qui est important quand il s'agit d'évaluer une économie, ils sont aussi plus intelligents en matière de sous. Ils montrent que l'austérité est contreproductive même en termes strictement économiques et que les pays qui ont augmenté leurs dépenses publiques depuis le krach de 2008 ont mieux surmonté la crise que ceux qui ont imposé l'austérité. Cela parce que les dépenses gouvernementales en santé, en éducation et en programmes sociaux stimulent l'économie : jusqu'à trois dollars pour chaque dollar investi. Comme ces dépenses permettent d'augmenter les revenus de taxation, ces investissements finissent par se payer d'eux-mêmes avec le temps. Les garderies à 7 \$ au Québec sont un bon exemple, les études montrant que c'est plus que rentable au bout du compte.

Alors, quand les gouvernements disent qu'on ne peut pas se payer de bons soins de santé publics ou des droits de scolarité raisonnables, ou maintenir l'assurance-emploi au niveau d'il y a 20 ans, ou permettre aux aînés de prendre leur retraite à 65 ans, ils ne comprennent pas une simple question d'économie ou, plus probablement, choisissent de ne pas comprendre. 



Extrait et adaptation du discours prononcé par l'auteur pour son obtention d'un doctorat *honoris causa* lors de la collation des grades du Séminaire Uni, 7 mai 2014

